
L'histoire politique en Suisse – une esquisse historiographique

Introduction

“[By] the mid-1980s the status of the political historian had sunk to somewhere between that of a faith healer and a chiropractor. Political historians were all right in their way, but you might not want to bring one home to meet the family.”¹

Comme l'indique non sans ironie l'historien étasunien William Leuchtenburg, éminent biographe de Franklin D. Roosevelt, les dernières décennies n'ont pas été tendres avec les historiennes et les historiens du politique. Fortement mise sous pression par l'histoire sociale, puis par la montée de l'histoire culturelle, l'histoire politique semblait en perte de vitesse. D'ailleurs, cette dénomination n'apparaît pas dans la synthèse sur les recherches historiques menées en Suisse réalisée en 1991 à l'occasion des 150 ans de la Société suisse d'histoire.² En effet, si ce volume consacre une place conséquente à l'«histoire économique et sociale» ainsi qu'à l'«histoire des mentalités et histoire culturelle», deux blocs représentant à eux seuls la moitié de la trentaine de contributions présentes, une section consacrée à l'«histoire nationale / Schweizergeschichte» figure en queue de peloton, après l'histoire du droit et l'histoire religieuse. Même si cette section évoque plusieurs sujets classiques de l'histoire politique (histoire diplomatique, militaire, et cetera), elle apparaît davantage comme le reliquat d'une vision historiographique encore plus ancienne qu'une tentative de présenter l'histoire politique sous une autre étiquette. L'histoire politique, un domaine de recherche ringard, dépassé, marginalisé? Comme William Leuchtenburg le soulignait déjà en 1986, cette perte de vitesse annonçait moins un déclin terminal que la nécessité d'un renouvellement et d'une reconfiguration des approches.

Au début du 21^e siècle, plusieurs jalons signalent les progrès de cette rénovation. Paru en 2005, un ouvrage collectif consacré à la «nouvelle histoire politique» annonce le retour à Bielefeld – haut lieu de l'histoire sociale, puis culturelle – de l'histoire politique, ou plutôt d'une «histoire culturelle du politique» (*Kulturgeschichte der Politik*) qui donne une part belle à l'analyse des rituels politiques et à la «médialisation» (*Medialisierung*) du politique.³ Qu'est-ce qui est vraiment nou-

veau dans cette «nouvelle» histoire politique? Selon une formule de l'historienne allemande Gabriele Metzler, «[ce champ] combine des approches de l'histoire du quotidien, des rapports de genre, et du culturel et lie l'analyse des stratégies et pratiques discursives, sémantiques et sémiotiques à l'exploration d'acteurs ou de groupes d'acteurs spécifiques». ⁴ On discerne un écho de cet élargissement de la focale de l'histoire politique dans un panorama récent de l'historiographie française paru en 2010. Nicolas Mariot et Philippe Olivera y dressent un inventaire des contacts multiples entre l'histoire politique et les sciences sociales, et notamment la «socio-histoire (ou sociologie historique) du politique qui tente de saisir les caractéristiques des processus d'étatisation des sociétés modernes à partir du moment où le cadre national s'y impose en pratique». ⁵ Pour revenir au contexte étasunien, l'histoire politique des 19^e et 20^e siècles, nourrie par des échanges avec des politologues qui intègrent recherche en archives et questionnements analytiques, fait preuve actuellement d'un grand dynamisme, notamment au sein du courant APD (pour *American political development*) qui scrute les temporalités et les échelles du développement de l'Etat fédéral étasunien et des politiques publiques qui s'y déploient. ⁶

En Suisse, comme les quatre premières contributions de ce volume le démontrent, les médiévistes et les modernistes ont développé, durant les deux dernières décennies, des approches très riches dans le domaine de l'histoire politique. Souvent nourries d'histoire sociale et d'histoire culturelle, ces analyses interrogent de manière renouvelée la nature du pouvoir et de quelle façon ce dernier est négocié, légitimé, exercé, partagé et symbolisé. L'histoire de la diplomatie a particulièrement bénéficié de l'application de ces approches, notamment inspirées par l'histoire de la communication, à l'histoire politique. Une attention accrue est dédiée aux différents acteurs qui tissent et élaborent des relations de pouvoir sans cesse renégociées. De plus, l'histoire politique appliquée aux périodes précédant 1848 a désormais dépassé la vision téléologique selon laquelle les régions qui forment la Suisse actuelle allaient forcément devenir l'Etat moderne qu'ils composent aujourd'hui. Comme le relèvent plusieurs contributions de ce volume, ces territoires présentent au contraire, durant les périodes médiévale et moderne, des types de souveraineté très variés qui offrent aux historiennes et historiens des terrains exceptionnels pour l'histoire politique comparée. Toutefois, jusqu'à présent, la recherche a principalement porté sur les gouvernements urbains; les autres types de territoires, en particulier les territoires ecclésiastiques, restent encore sous-étudiés. L'histoire de la noblesse, qui n'est désormais plus perçue comme antithétique de celle des Confédérés, est désormais bien intégrée par la recherche.

10 A la différence des contributions traitant de l'époque médiévale et moderne, la réflexion théorique sur les frontières de l'histoire politique en Suisse apparaît de

manière plus diffuse chez les contemporanéistes. Ce constat n'enlève toutefois rien au renouvellement de l'historiographie portant sur la période post-1848. Les bilans historiographiques réunis dans ce numéro soulignent là encore le nécessaire croisement des approches (histoire économique, culturelle et sociale) et le dépassement opportun d'une histoire politique figée. Le questionnement des frontières de l'histoire politique est notamment évident dans les contributions traitant des relations extérieures de la Suisse. Celles-ci insistent en particulier sur la nécessité de prendre en compte le rôle central de l'économie et de la finance dans la politique extérieure de la Confédération.

Le renouveau et le dynamisme des études portant sur les relations internationales de la Suisse au 20^e siècle doivent beaucoup au projet des *Documents diplomatiques suisses* lancé dans les années 1970 et qui a eu pour effet de transformer profondément les recherches par le biais de nouveaux matériaux et d'une réflexion critique permettant de dépasser l'engrenage d'une histoire nationale parfois mythifiée. Les travaux consacrés à la politique extérieure de la Confédération ont ainsi progressé de manière plus homogène et structurée. Il existe toutefois encore des manques et des déséquilibres que les présentes contributions soulignent, notamment entre les études publiées sur le 19^e siècle et la Première Guerre mondiale et celles consacrées à la Deuxième. Ce décalage est en grande partie explicable par les retentissements suscités après 1995 par la crise des fonds en déshérence.

Par contraste, nous manquons encore d'une synthèse historique sérieuse du développement de l'Etat en Suisse, qui intégrerait de manière homogène, structurée et sur la longue durée les multiples dimensions de l'Etat fédéral, notamment l'exercice routinier de la démocratie dans ses multiples formes (votes, élections et démocratie directe), le fédéralisme et, plus généralement, la question des échelles de l'Etat, ainsi que la question de l'exercice du pouvoir et des contre-pouvoirs. Ces domaines apparaissent en effet comme doublement délaissés: non seulement par les historiennes et les historiens mais également par les politologues qui, en Suisse (et à l'inverse d'autres pays), intègrent encore peu la moyenne ou longue durée dans leurs analyses. A ce propos, le portrait de l'*Année politique suisse* publié dans le présent volume nous rappelle que des ressources documentaires essentielles, mais encore trop peu connues, existent et qu'elles permettraient de mettre en chantier une riche histoire politique du temps présent pour la deuxième moitié du 20^e siècle. Les numéros de *traverse* consacrés à l'histoire des partis politiques (2007/1) ou à la gouvernance et à l'administration (2011/2) offrent d'ailleurs quelques pistes stimulantes à ce sujet.

Il importe également de relever que plusieurs questions qui auraient pleinement trouvé leur place dans ce volume ont déjà fait l'objet de contributions dans les trois autres numéros historiographiques de *traverse* parus depuis 2010. A ce propos, signalons que l'histoire des idées politiques et la politique de l'histoire

ont été traitées dans le numéro sur l'histoire culturelle (2012/1). De même, les contributions portant sur l'histoire des genres et sur l'immigration et la présence étrangère, toutes deux parues dans le numéro consacré à l'histoire sociale (2011/1), complètent très utilement l'histoire des droits politiques des femmes ainsi que des étrangères et étrangers étudiée dans le présent numéro. Les thèmes de l'action environnementale de l'Etat fédéral, des finances publiques et des politiques sociales sont également couverts, respectivement dans le volume consacré à l'histoire culturelle, dans celui se focalisant sur l'histoire économique (2010/1), et enfin dans celui portant sur l'histoire sociale. Ce dernier volume aborde aussi le domaine central des mouvements politiques par le biais de deux contributions sur les mouvements sociaux et sur l'histoire du mouvement ouvrier. Quant aux chevauchements soulignés par plusieurs auteurs de ce volume entre politique extérieure et politique économique de la Confédération, ils trouvent un écho dans deux contributions du numéro sur l'histoire économique portant respectivement sur la politique économique et les relations extérieures et sur la politique commerciale.

La multiplication de ces recoupements et de ces circulations entre champs ne fait que confirmer le constat général déjà mentionné: au début du 21^e siècle, l'écriture de l'histoire en Suisse est le fruit d'un croisement et d'un brassage d'approches différentes, souvent complémentaires entre histoire économique, sociale, culturelle et politique. Cette richesse est présente dans les bibliographies qui accompagnent tous les articles (des listes de références additionnelles, disponibles sur www.revue-traverse.ch, complètent également plusieurs de ces contributions).

Ce volume consacré à l'histoire politique clôt un effort de longue haleine, amorcé il y a plus de six ans, qui a fortement mobilisé l'ensemble des membres de la rédaction de *traverse*. Idée forte, la mise sur pied de ces numéros a eu un impact important sur l'organisation interne de notre collectif et y a suscité de nombreux débats très productifs. Un premier bilan à chaud semble d'ores et déjà s'imposer: les 61 contributions réunies dans ces quatre numéros illustrent à quel point les domaines de recherche ne sont pas enfermés dans des délimitations rigides, et combien les approches se combinent. Ceci illustre précisément la richesse et diversité de l'écriture et de la recherche historique en Suisse. La grande diversité générationnelle des rédactrices et rédacteurs des articles historiographiques, allant du doctorant à la professeure émérite, et issu·e·s de toutes les régions du pays, constitue un signe indéniable de cette vitalité de la recherche.

Ces quatre numéros mettent en valeur la manière dont les histoires économiques, sociales, culturelles et politiques *made in Switzerland* ont non seulement repensé et renouvelé leurs approches mais ont également réfléchi à l'utilisation de nouveaux matériaux. Cette riche production dresse un large inventaire et présente

en quelque sorte un *state of the art* qui gagnera à être débattu et critiqué. Il est en effet souhaitable, voire nécessaire, que les axes de recherche et pistes de réflexions dégagés ici soient élargis afin que les contributions réunies dans ces numéros ne demeurent pas seulement des tours d'horizon (même partiels) sur l'historiographie en Suisse, mais qu'elles suscitent de nouvelles productions et de nouveaux questionnements.

*Sandra Bott, Karine Crousaz, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber,
Janick Marina Schaufelbuehl, Yan Schubert*

Notes

- 1 William Leuchtenburg, «The Pertinence of Political History: Reflections on the Significance of the State in America», *Journal of American History* 73 (1986), 587.
- 2 Boris Schneider, Francis Python (éd.), *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven*, Bâle 1992.
- 3 Ute Frevert, Heinz-Gerhard Haupt (éd.), *Neue Politikgeschichte. Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Francfort-sur-le-Main 2005.
- 4 Gabriele Metzler, recension de Ute Frevert, Heinz-Gerhard Haupt (éd.), *Neue Politikgeschichte. Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Francfort-sur-le-Main 2005, *H-Soz-u-Kult*, 29. 10. 2005, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2005-4-064>.
- 5 Nicolas Mariot, Philippe Olivera, «Histoire politique en France», in Christian Delacroix et al. (Hg.), *Historiographies*, t. 1: *Concepts et débats*, Paris 2010, 407.
- 6 Pour une réflexion sur l'état du champ, cf. Meg Jacobs, Peter Novak, Julian Zelizer (éd.), *The Democratic Experiment. New Directions in American Political History*, Princeton 2003.

Politikgeschichte in der Schweiz – eine historiografische Skizze

Einleitung

“[By] the mid-1980s the status of the political historian had sunk to somewhere between that of a faith healer and a chiropractor. Political historians were all right in their way, but you might not want to bring one home to meet the family.”¹

Das ironische Statement des US-amerikanischen Historikers William Leuchtenburg, Autor einer herausragenden Biografie von Franklin D. Roosevelt, spiegelt das geringe Ansehen, das Vertreterinnen und Vertreter der Politikgeschichte in den letzten Jahrzehnten genossen. Überschattet durch die Sozialgeschichte und später durch den Aufschwung der Kulturgeschichte, schien Politikgeschichte zur Marginalie zu verkommen. In der 1991 erstellten Übersicht über die historische Forschung anlässlich des 150-jährigen Jubiläums der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte taucht der Begriff «Politikgeschichte» gar nicht mehr auf.² Während in der Publikation «Wirtschafts- und Sozialgeschichte» sowie «Mentalitäts- und Kulturgeschichte» eingehend behandelt wurden – ihnen wurde die Hälfte der zirka 30 Beiträge gewidmet –, findet sich der Teil zur Schweizergeschichte im Anschluss an die Rechtsgeschichte und die Religionsgeschichte an letzter Stelle. Obwohl unter «Schweizergeschichte» mehrere klassische Themen der Politikgeschichte, etwa die Diplomatie- oder die Militärgeschichte, abgehandelt wurden, scheint der Teil eher ein Überbleibsel einer älteren historiografischen Sichtweise zu sein denn ein Versuch, Politikgeschichte unter einer anderen Bezeichnung zu berücksichtigen. Ist Politikgeschichte ein altmodischer, überholter und marginalisierter Forschungsgegenstand? Wie William Leuchtenburg bereits 1986 betonte, war das Mauerblümchendasein der Politikgeschichte nicht ein Anzeichen für ihren endgültigen Niedergang, es unterstrich vielmehr die Notwendigkeit einer anderen und neuen Herangehensweise.

Seit der Jahrtausendwende gibt es Anzeichen einer Erneuerung der Politikgeschichte. Der 2005 erschienene Sammelband zu einer «neuen Politikgeschichte» kündigte in Bielefeld – Hochburg der Sozial- und später der Kulturgeschichte – die

Rückkehr der Politikgeschichte im Sinn einer «Kulturgeschichte der Politik» an, die auch politische Rituale und die «Medialisierung» des Politischen eingehend behandelt.³ Was ist jedoch wirklich neu an dieser «neuen» Politikgeschichte? In den Worten der deutschen Historikerin Gabriele Metzler führt die «neue» Politikgeschichte «alltags-, geschlechter- und kulturgeschichtliche Ansätze zusammen und bindet die Analyse diskursiver, semantischer, semiotischer Strategien und Praktiken an die Untersuchung spezifischer Akteure oder Akteursgruppen».⁴ Diese Erweiterung des Blickfelds von politikgeschichtlichen Ansätzen zeigt sich auch in der 2010 erschienenen Gesamtdarstellung der französischen Geschichtsschreibung. Nicolas Mariot und Philippe Olivera analysieren darin die vielfältigen Beziehungen der Politikgeschichte zu den Sozialwissenschaften und insbesondere zur «Sozio-Geschichte (oder historischen Soziologie) der Politik, welche die Prozesse der Verstaatlichung moderner Gesellschaften ins Auge nimmt, die mit der praktischen Durchsetzung eines nationalen Rahmens einsetzen».⁵ Im bereits erwähnten US-amerikanischen Umfeld ist die Politikgeschichte zum 19. und 20. Jahrhundert derzeit äusserst dynamisch. Sie nährt sich von einem fruchtbaren Austausch mit Politologinnen und Politologen, die sowohl Archivforschung betreiben als auch analytischen Fragestellungen nachgehen. Dieser Aufschwung der Politikgeschichte ist insbesondere in der Strömung APD (*American political development*) zu beobachten, die Zeitlichkeiten und Entwicklungsstufen des US-amerikanischen Bundesstaats sowie die damit verbundene staatliche Politik untersucht.⁶

Wie die ersten vier Beiträge des vorliegenden Bands zeigen, wurden in den letzten beiden Jahrzehnten eine breite Palette von politikgeschichtlichen Themen zum Mittelalter und der frühen Neuzeit erarbeitet. Oft mit Bezug zur Sozial- und Kulturgeschichte fragten diese Analysen unter neuen Gesichtspunkten nach dem Wesen von Herrschaft und deren Aushandlung, Legitimierung, Ausübung, Teilung und Symbolisierung. Insbesondere die Diplomatiegeschichte wurde durch Ansätze bereichert, die nicht zuletzt von der Kommunikationsgeschichte inspiriert sind. Die Forschung beschäftigt sich auch vermehrt mit den verschiedenen Akteuren, welche die Architektur der sich wandelnden Machtverhältnisse prägen, aufbauen und weiterentwickeln. Zudem entfernte sich die Politikgeschichte bezüglich der Zeit vor 1848 von einer teleologischen Sichtweise, nach der die regionalen Bestandteile der aktuellen Schweiz unweigerlich zur Bildung des modernen Staats tendierten, den sie heute bilden. Die Beiträge in diesem Band zeigen im Gegenteil auf, wie vielfältig Souveränität in den verschiedenen Regionen der heutigen Schweiz im Mittelalter und der frühen Neuzeit ausgeübt wurde, womit sich für die vergleichende Politikgeschichte neue Forschungsmöglichkeiten eröffnen. Bislang konzentrierte sich die Forschung allerdings vor allem auf städtische Regierungsformen, während andere

Territorien wie etwa geistliche Herrschaften noch wenig untersucht wurden. Neu wird die Geschichte des Adels nicht mehr als Widerspruch zur Geschichte der Eidgenossen gesehen und gebührend berücksichtigt.

Im Unterschied zu den Beiträgen zum Mittelalter und der frühen Neuzeit sind theoretische Überlegungen zur Abgrenzung der Politikgeschichte in den vorliegenden Artikeln zur neueren und neuesten Geschichte seltener. Die Bedeutung der historiografischen Erneuerung für die Zeit nach 1848 wird durch diese Feststellung aber nicht geschmälert. Die neuzeitlichen historiografischen Übersichten weisen insbesondere auf die Notwendigkeit hin, die starren Vorstellungen von Politikgeschichte zu überwinden und sie mit wirtschafts-, kultur- und sozialgeschichtlichen Ansätzen zu kombinieren. Gerade die Beiträge über die Aussenbeziehungen der Schweiz unterstreichen die Bedeutung einer breit gefächerten Perspektive und pochen auf eine Berücksichtigung von Wirtschaft und Finanzplatz als zentrale Bestandteile der Geschichte der schweizerischen Aussenpolitik.

Der Aufschwung und die Dynamik der Erforschung der Aussenbeziehungen der Schweiz im 20. Jahrhundert sind wesentlich dem Projekt *Diplomatische Dokumente der Schweiz* zu verdanken. Dieses wurde in den 1970er-Jahren lanciert und führte zu einem tief greifenden Wandel in der Forschung, weil durch die Veröffentlichung neuer Dokumente eine kritische Reflexion angestossen wurde, die eine von Mythen geprägte Sicht der Geschichte der Schweiz hinter sich liess. Die Erforschung der Aussenpolitik des Bundes konnte somit auf einheitlicheren und geordneteren Grundlagen aufbauen. Noch immer bestehen jedoch Schwachstellen und Ungleichgewichte, weil sich im Zug der Diskussionen um die nachrichtenlosen Vermögen der Schwerpunkt der Forschung auf die Zeit des Zweiten Weltkriegs zu verlagern begann, während die Aussenpolitik im 19. Jahrhundert und im Ersten Weltkrieg noch relativ wenig erforscht wurde.

Ein Desiderat der Forschung bleibt eine historische Synopsis zur Entwicklung des Bundesstaats, welche die verschiedenen Aspekte des politischen Systems wie die alltägliche Ausübung der demokratischen Rechte (Abstimmungen, Wahlen), den Föderalismus, die verschiedenen Ebenen der Staatlichkeit oder die Frage nach Macht und Gegenmacht einheitlich, systematisch und langfristig untersucht. Solche Fragestellungen scheinen in einer doppelten Weise vernachlässigt worden zu sein: Von den Historikerinnen und Historikern, aber auch von den Politologinnen und Politologen, die in der Schweiz im Gegensatz zu anderen Ländern noch selten mittel- oder langfristig angelegte Analysen vornehmen. In diesem Zusammenhang erinnert der hier veröffentlichte Beitrag über das *Jahrbuch «Schweizerische Politik»* an bestehende dokumentarische

zeitgenössische Politikgeschichte der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts bieten könnten. Die Nummern von *traverse* zur Geschichte politischer Parteien (2007/1) und zu Verwalten und Regieren (2011/2) bieten einige anregende Ansätze hierzu.

Einige politikgeschichtliche Fragestellungen sind bereits in den drei seit 2010 erschienenen historiografischen Nummern von *traverse* thematisiert worden. Die Themen «Politische Ideengeschichte» und «Geschichtspolitik» wurden in der Ausgabe zur Kulturgeschichte (2012/1) behandelt. Zwei Beiträge zur Geschlechtergeschichte sowie zur Migration und zur ausländischen Bevölkerung in der Schweiz, welche die in der aktuellen Nummer erörterte Geschichte der politischen Rechte von Frauen, von Ausländerinnen und von Ausländern vervollständigen, sind in der Nummer zur Sozialgeschichte (2011/1) erschienen. Das Handeln des Bundesstaats in den Bereichen des Umweltschutzes, der öffentlichen Finanzen und der Sozialpolitik ist bereits in den Nummern zur Kulturgeschichte und zur Wirtschaftsgeschichte (2010/1) sowie in jener zur Sozialgeschichte abgedeckt worden. Der letztgenannte Band thematisiert auch den zentralen Bereich der politischen Bewegungen in zwei Beiträgen zu sozialen Bewegungen und zur Sozialgeschichte der Arbeiterschaft und den Unterschichten. Die von mehreren Autoren im vorliegenden Band erwähnten Überschneidungen zwischen Aussen- und Wirtschaftspolitik finden in zwei Beiträgen zur Wirtschaftspolitik und den Aussenbeziehungen respektive zur Handelspolitik im Rahmen der Ausgabe zur Wirtschaftsgeschichte einen Widerhall.

In der schweizerischen Geschichtsschreibung überlappen und befruchten sich seit der Jahrtausendwende die oft komplementären Ansätze der Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Politikgeschichte. Diese gegenseitige Durchdringung spiegelt sich auch in den Bibliografien der einzelnen Artikel (zusätzliche Referenzen zu einigen Beiträgen sind einsehbar unter www.revue-traverse.ch).

Dieser Band zur Politikgeschichte schliesst einen Prozess von über sechs Jahren ab, während dem sich die Redaktion von *traverse* mit dem Projekt der historiografischen Nummern auseinandersetzte. Das Zusammenstellen der verschiedenen Ausgaben veränderte die interne redaktionelle Zusammenarbeit und führte zu vielen ergiebigen Diskussionen. Nach unserer ersten Einschätzung zeigen die 61 Beiträge der vier historiografischen Nummern, dass die Forschungsfelder keine rigiden Grenzen kennen und sich diverse Ansätze der Analyse überkreuzen. Hier liegt denn auch die Reichhaltigkeit und Vielfältigkeit der Geschichtsschreibung und der historischen Forschung in der Schweiz begründet. Die Vitalität der Forschung drückt sich auch in der grossen Altersbandbreite der Autorinnen und Autoren der Beiträge aus, die vom Doktoranden bis zur emeritierten Professorin reicht.

Diese vier Ausgaben von *traverse* dokumentieren die Art und Weise der Um-

formulierung und Erneuerung der Ansätze in der Wirtschafts-, Sozial-, Kultur- und Politikgeschichte *made in Switzerland*, aber auch die Erschliessung neuer Materialien. Diese gehaltvolle Produktion bietet eine Bestandsaufnahme und somit einen *state of the art*, den Diskussionen und Kritik nur bereichern können. Wünschenswert oder gar notwendig wäre eine Ausweitung der Forschungsrichtungen und Reflexionsansätze, damit die hier veröffentlichten Artikel nicht bloss ein (partieller) Rundgang durch die Geschichtsschreibung in der Schweiz bleiben, sondern neue Beiträge und Fragestellungen anregen.

*Sandra Bott, Karine Crousaz, Daniel Krämer, Matthieu Leimgruber,
Janick Marina Schaufelbuehl, Yan Schubert*

Anmerkungen

- 1 William Leuchtenburg, «The Pertinence of Political History: Reflections on the Significance of the State in America», *Journal of American History* 73 (1986), 587.
- 2 Boris Schneider, Francis Python (Hg.), *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven*, Basel 1992.
- 3 Ute Frevert, Heinz-Gerhard Haupt (Hg.), *Neue Politikgeschichte. Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Frankfurt a. M. 2005.
- 4 Gabriele Metzler, Rezension zu Ute Frevert, Heinz-Gerhard Haupt (Hg.), *Neue Politikgeschichte. Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Frankfurt a. M. 2005, *H-Soz-u-Kult*, 29. 10. 2005, <http://hsozkult.geschichte.hu-berlin.de/rezensionen/2005-4-064>.
- 5 Nicolas Mariot, Philippe Olivera, «Histoire politique en France», in Christian Delacroix et al. (Hg.), *Historiographies*, Bd. 1: *Concepts et débats*, Paris 2010, 407.
- 6 Zur Reflexion über den Stand des Forschungsfeldes siehe Meg Jacobs, Peter Novak, Julian Zelizer (Hg.), *The Democratic Experiment. New Directions in American Political History*, Princeton 2003.